

STALINISME PAS MORT !

L'été tchécoslovaque a été très riche ... de procès politiques malgré les promesses faites à R. Leroy par Husak que de tels procès n'auraient pas lieu. D'après les informations officielles, 47 personnes au moins ont été condamnées et plus de cent années de prison ont ainsi été distribuées.

Que leur reprochait-on? Dans la plupart des cas d'avoir distribué ou détenu des tracts appelant à l'abstention aux élections de Nov. 71 et, pour quelques-uns d'entre eux, d'avoir constitué, aux termes de l'accusation, "un groupe illégal anti-état".

Ainsi dans ce pays soi-disant "socialiste", des militants communistes, appartenant au P.C. ou qui en étaient membres avant l'intervention soviétique, ne peuvent faire usage d'un droit pourtant garanti par (appel à l'abstention) ni se regrouper pour faire connaître leurs opinions sans tomber sous le coup de la répression. Ces "délinquants" n'avaient en réalité commis d'autre crime que d'être en désaccord avec la politique officielle du Parti. En les traînant devant les juges, les bureaucrates tchécoslovaques ont renoué avec les pratiques, chères au stalinisme, de répression systématique de tout débat et de toute opposition, et renforcé la répulsion des travailleurs pour un prétendu "socialisme" dans lequel le seul droit qu'on leur reconnaisse est celui d'exécuter les décisions du Pouvoir.

L'UNION DE LA GAUCHE A L'EPREUVE :

Pour Mitterrand ces procès ont été l'occasion d'une habile opération politique. En critiquant à plusieurs reprises les procès, en lançant l'idée d'une conférence internationale sur la Tchécoslovaquie il a joué sur deux tableaux: il a d'une part rassuré la bourgeoisie en donnant des gages de son indépendance par rapport à Moscou et au PC. Il a d'autre part cherché à gagner la sympathie des travailleurs et électeurs communistes écoeurés par les méthodes employées en Tchécoslovaquie et à la recherche d'un autre modèle de socialisme.

Le PCF, lui, était beaucoup plus embarrassé, pris dans la contradiction entre sa tactique électorale et ses liens avec l'URSS. Du point de vue de l'Union de la Gauche, le PC pouvait difficilement se permettre de donner l'impression d'approuver les procès: c'était ôter toute crédibilité à ses professions de foi "démocratiques" de loyauté à l'égard des institutions républicaines; d'où sa désapprobation timide des procès en Juillet, d'où aussi son silence sur les déclarations et initiatives de Mitterrand.

Ce silence n'a pas été du goût de la bureaucratie soviétique qui, par la plume d'Abrassimov, a tenu à remettre en place Mitterrand, l'accusant d'anti-soviétisme et de collusion avec la bourgeoisie. Ainsi rappelé à l'ordre le PC à son tour a reproché à Mitterrand de s'associer aux campagnes anti-soviétiques de la bourgeoisie.

Que retenir de cette affaire? d'abord que la direction soviétique semble se satisfaire de l'actuel régime français et se soucier fort peu de l'Union Populaire, au point de s'en prendre violemment au partenaire privilégié du PC et de provoquer l'annulation de son voyage à Moscou. En suite que l'attitude "critique" du PCF à l'égard des pratiques staliniennes en Tchécoslovaquie, adoptée pour les besoins de l'alliance avec Mitterrand, est des plus fragiles et résiste mal aux rappels à l'ordre soviétiques. C'est qu'au fond le PC est de cœur avec les "normalisateurs" de Prague et rêve d'employer en France les mêmes méthodes, ainsi, que le montre la scandaleuse attitude de la direction PC de la CGT des Messageries Parisiennes bloquant pendant les derniers mois la diffusion du journal Lutte Ouvrière.

Contre l'hypocrisie manœuvrière de Mitterrand, contre les compromissions du PC avec les caricatures staliniennes du socialisme, notre tâche est de défendre sans relâche la démocratie ouvrière chaque fois qu'elle est bafouée et de présenter aux travailleurs une image du socialisme qui leur donne envie de rompre avec le capitalisme.